

AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
55-56 – 15 août 2022



| Briser le cercle |

En cet été qui bat les vieux records de température, de nombreux habitants du pays exportant son or bleu aux quatre coins du globe ont découvert un problème qu'ils pensaient réservé aux lointaines contrées les plus pauvres : *le rationnement en eau*. De la Haute-Savoie à l'Aveyron, des dizaines de villages ont été approvisionnés par des ballets de camions citernes ; de la Creuse aux Alpes-Maritimes, d'autres n'ont tenu que par la fourniture de dizaines de milliers de bouteilles en plastique ; dans le Var, une municipalité a décrété une consommation en eau maximale par foyer, dûment contrôlée par les compteurs connectés ; dans le Gard, une autre a plus simplement décidé de couper chaque jour le robinet à ses administrés de 18h à 2h du matin.

Partout, des interdictions et limitations préfectorales d'usage de l'eau se sont également multipliées, avec les habituelles dérogations qui permettent aux golfs d'arroser leurs greens, aux producteurs de maïs d'irriguer leurs champs agro-chimiques sous le soleil brûlant, ou aux usines de pomper tout leur saoul pour continuer d'empoisonner la planète. Avec en tête de file les habituels

secteurs de la sidérurgie, de la chimie, des raffineries de pétrole et des broyeurs de cellulose. Et ce, sans oublier bien sûr l'énergie nucléaire, puisque quatre centrales (Bugey, Golfech, Blayais, Saint-Alban) ayant atteint le seuil maximal pour leurs rejets thermiques dans les cours d'eau (devant normalement conduire à leur arrêt temporaire), ont été autorisées de façon dérogatoire à augmenter encore la température des eaux rejetées dans les fleuves et les rivières, malgré les ravages supplémentaires provoqués sur la faune et la flore. Soit une nouvelle illustration de comment l'énergie nucléaire contribue au réchauffement de la planète (la centrale de Saint-Alban ajoute par exemple +3°C dans le Rhône entre l'amont et l'aval de ses réacteurs), sachant que sur les 32,3 milliards de mètres cubes d'eau douce pompés en France, la moitié sont utilisés pour refroidir les centrales de production d'électricité.

Afin que le dispendieux complexe techno-industriel avance coûte que coûte, d'autres techniques autoritaires de rationnement d'eau à la population ont aussi été expérimentées cet été. Prenons ainsi la ville de Ge-

27/5, Rome (Italie).

Dans un communiqué paru en juillet, des *Rebelles pour l'extinction de l'État et du capital* revendiquent l'incendie de 10 voitures en autopartage *Enjoy* appartenant à la société d'hydrocarbures *ENI*, et 4 autres endommagées par les flammes. « *Frapper ENI aujourd'hui signifie saboter la guerre en cours et agir concrètement pour faire payer les responsables directs de la situation d'instabilité climatique et environnementale que nous vivons* », précise notamment le texte solidaire avec différents anarchistes incarcérés.

JUIN 2022

2/6, Chéronnac (France).

En Haute-Vienne, le mât de mesure du vent installé dans le cadre d'un projet d'éoliennes industrielle est abattu dans la nuit. Ses câbles ont été sectionnés, puis il s'est fracassé au sol.

18/6, Caen (France)

Dans le Calvados, un samedi soir vers 21h30, la télévision, internet et le téléphone s'arrêtent net dans tout le quartier Lorge : les portes de son armoire à fibre optique ont été forcées et ses câblages sectionnés.

18/6, Athènes (Grèce).

Dans le quartier de Kaisariani, *Des ombres solidaires* mettent le feu à huit véhicules de luxe en solidarité avec la grève de la faim de l'anarchiste Giannis Michailidis.

18/6, Athènes (Grèce).

Un engin incendiaire est allumé devant l'entrée d'une filiale de la *National Bank*. L'attaque est revendiquée par

hardmer dans les Vosges, qui après s'être enrichie sur l'industrie du tourisme de masse, a souffert d'une telle pénurie dans ses nappes phréatiques, que la municipalité a tout bonnement décidé d'aspirer l'eau de son célèbre lac naturel. Et peu importe que le niveau de ce dernier était déjà en train de baisser de 3 centimètres par jour. Début août, les habitants de la dite « *Perle des Vosges* » ont donc reçu dans leurs robinets pendant plusieurs jours de l'eau déclarée officiellement non-potable et « *impropre à la consommation* »... celle directement puisée dans les eaux infestées de crème solaire et de bateaux pour touristes.

Mais si l'on descend maintenant un peu plus au sud du massif vosgien, soit dans la ville thermale de Vittel qui a vu passer en un siècle la crème de l'aristocratie russe et de l'oligarchie coloniale, une autre situation plus claire encore s'est posée : *Nestlé Waters* y puise 800 millions de litres d'eau minérale par an pour y embouteiller 1,5 milliard de bouteilles en plastique expédiées aux quatre coins de l'Europe, pendant que les nappes profondes s'assèchent peu à peu, et que la solution proposée aux habitants par les autorités locales est de se fournir en eau ailleurs, grâce à la construction d'un pipe-line géant allant la puiser dans les territoires voisins. Une situation proche de celle de l'eau de Volvic, dans le Puy-de-Dôme, exploitée cette fois par *Danone*, où la municipalité restreint désormais l'installation de nouveaux habitants pavillonnaires par le truchement de refus d'adduction d'eau –faute de quantité suffisante à leur livrer–, pour la réserver à sa mise en bouteilles. Ce qui donne en tendance comme un arrière-goût de la situation autrement plus critique présente dans de nombreux pays –du Mexique au Pakistan–, où la seule boisson potable des quartiers pauvres est devenue celle embouteillée, après que de grands groupes aient racheté la plupart des gisements naturels.

Cette question stratégique de la baisse globale des réserves d'eau douce a été anticipée dès le début des années 2000 par les grandes entreprises de l'agro-alimentaire, qui se sont alors demandées quelle serait la ressource pouvant assurer leur croissance au cours du siècle suivant, avant de miser sur l'eau... pour commencer à en racheter tous azimuts des réserves naturelles à travers le monde, puisque même les prévisions les plus optimistes tablent sur le fait que cette pénurie pourrait toucher jusqu'à 5 milliards d'individus vers 2050. Un même mouvement qui a par exemple conduit la Bourse de Chicago à créer une première mondiale en décembre 2020, en décidant de coter les sous-sols de la Californie, créant ainsi le premier *marché à terme* de l'eau naturelle, à l'égal du blé ou du pétrole. Et en effet, il n'y avait pas de raison qu'une telle ressource en cours d'épuisement planétaire ne fasse pas à son tour l'objet de spéculations financières, à l'aide de savantes transactions

algorithmiques qui fixeraient d'avance le prix de son utilisation (sur plusieurs mois ou années). Dans une Californie ravagée depuis des années par la sécheresse et les incendies, où 80% de la consommation de l'eau est faite par des entreprises agricoles, on a ainsi vu depuis deux ans des agro-industriels gagner plus d'argent en vendant des titres d'utilisation de leur eau qu'en continuant d'exploiter la terre, notamment en les refourguant aux villes de San Diego et de San Francisco... ou à la Silicon Valley.

Plus généralement, comme en matière d'énergie où les nuisances se cumulent en une course infernale (charbon, pétrole, nucléaire, *et* éoliennes), l'épuisement des réserves d'eau douce parallèlement à l'empoisonnement industriel des terres et de l'air, mène à présent à un cercle vicieux qu'aucune solution technicienne ne pourra résoudre. Les 3% d'eau douce de la planète proviennent en majeure partie de l'évaporation des océans, dont 10 % de la vapeur produite vient arroser les continents sous forme de précipitations lorsque sa température baisse (le reste retourne à la mer). L'une des conséquences du réchauffement climatique n'est alors pas seulement une accélération globale du cycle de l'eau par l'augmentation de la chaleur à la surface des mers, mais aussi l'alternance d'inondations avec de longues périodes de sécheresse, combinée à une baisse des réserves d'eau douce, qui sont de leur côté beaucoup plus lentes à se reconstituer (des neiges et glaciers de montagne jusqu'aux nappes souterraines de plaine, pour faire vite).

Pour affronter les périodes de sécheresse, les grands génies de l'industrie et du secteur énergétique qui prévoient rien moins qu'une augmentation de 70% de leurs besoins en eau d'ici vingt ans, n'ont alors pas trouvé mieux que d'empêcher l'eau de s'infiltrer dans le sol en la chopant au préalable (création de réservoirs géants d'eau de pluie) ; de la pomper en hiver dans les nappes pour qu'il y en ait encore moins le reste de l'année (construction de méga-bassines pour l'agriculture industrielle) ; ou encore de dessaler artificiellement l'eau de mer. Pourtant, si cette dernière technologie reste la plus prise actuellement, de la Catalogne à Singapour en passant par les pays du Golfe, non seulement elle ne fait qu'aggraver le réchauffement climatique en consommant une énergie monstrueuse, mais génère également d'énormes quantités de boues salées (un litre d'eau potable produit 1,5 litre de saumure), à la fois concentrées en produits chimiques et plus chaudes que l'eau de mer dans laquelle elles sont déversées... accélérant ainsi sans fin la salinisation, la pollution et le réchauffement des océans.

Dans le même ordre d'idée, suite à la contamination croissante des eaux souterraines en pesticides et autres perturbateurs

des anarchistes en solidarité avec Michailidis.

18/6, Athènes (Grèce).

En solidarité avec Michailidis, un guet-apens est tendu contre une patrouille de police de l'unité Delta. La patrouille et les policiers venus en renforts essuient de nombreux jets de molotov.

22/6, Bruxelles (Belgique)

Une voiture de flics en stationnement lors d'une intervention sur la commune de Schaerbeek est mise hors-service par un inconnu avec un « objet contondant » : pare-brise et vitres défoncées. Les flics sont rentrés à pied, et leur caisse sur une dépanneuse.

22/6, Saint-Chamond (France)

dans la Loire, le local du député macroniste perd toutes ses vitres dans la nuit, brisées à coups de masse.

22/06, Munich (Allemagne).

Quelques jours avant le sommet du G7, huit véhicules de police anti-émeute bien alignés les uns derrière les autres sont incendiés. Une partie du matériel de la police est également partie en fumée avec eux (boucliers, casques anti-émeutes, gilets pare-balle etc.).

22/6, Brême (Allemagne).

Jets de peinture et de pierres contre l'entreprise de logistique navale *BLG*, qui fournit des services à l'armée allemande et transporte des armements. « *Courage et force pour tous.tes ceux en résistance contre la guerre !* »

25/6, Athènes (Grèce).

Des anarchistes/communistes revendiquent l'attaque au

molotov contre les policiers en faction devant le Ministère de la Culture à côté du quartier d'Exarchia en solidarité avec le prisonnier anarchiste Michailidis en grève de la faim.

27/6, Charleville-Mézières (France)

Dans les Ardennes, le local de campagne du parti d'Éric Zemmour est attaqué vers 21h : sa vitrine tombe en éclats, tandis qu'un incendie est bouté à l'intérieur. Un jeune homme interpellé juste après prend six mois de prison avec sursis.

27/6, Leipzig (Allemagne). « *En réponse aux dernières perquisitions* », un véhicule de *La Poste* est incendié. La revendication précise aussi que la Poste collabore avec les enquêteurs et termine avec « *Contre l'État, pour l'anarchie et libération de Lina [en prison soupçonnée d'avoir organisé des attaques physiques contre des nazis à leurs domiciles]* ! ».

JUILLET 2022

1/7, Athènes (Grèce).

Solidarité militante revendique le placement de « *deux engins incendiaires puissants* » devant l'entrée de la banque *Alpha*, occupant le même immeuble qu'*Axa Assurances* au centre-ville. Attaque revendiquée en solidarité avec Michailidis. Dans son communiqué, *Solidarité militante* dénonce aussi la gestion d'informations orchestrée par l'État, qui passe sous silence de nombreuses actions de solidarité et d'autres attaques.

2/7, Toulouse (France)

En Haute-Garonne, le stand du constructeur aéronautique militaire *Airbus* est pris pour cible lors de la Pride officielle de la ville, dont il est l'un des sponsors

endocriniens, le puissant *Syndicat des eaux d'Île-de-France* (SEDIF) qui regroupe 135 communes de la région parisienne, s'est lancé à coups de centaines de millions d'euros dans la fabrication d'une eau *osmosée* qui devrait couler dans les robinets d'ici 2030 : soit la même technologie que celle utilisée pour le dessalement de l'eau de mer, appliquée cette fois à l'eau douce et avec de basses pressions, tout en consommant comme sa cousine trois fois plus d'électricité que les usines actuelles de traitement des eaux. Sauf que, petit détail anodin, vu que cette « *eau plus pure que pure* » restera impropre à la consommation par manque de sels minéraux... ces derniers lui seront ajoutés artificiellement par la suite, tandis que les condensats de résidus indésirables filtrés par osmose finiront de leur côté dans la même rivière (l'Oise) d'où l'eau avait été filtrée au départ !

En somme, c'est toujours le même refrain lorsqu'il s'agit de maintenir sous respirateur ce système à bout de souffle : l'eau douce vient à manquer ? Plaçons-la en bourse, en méga-bassines ou en réservoirs industriels pour qu'elle continue d'abreuver en priorité les besoins dévorants des usines. Ces dernières empoisonnent chaque jour l'eau qui reste, tout en diminuant sa quantité disponible par le réchauffement et l'accaparement ? Filtrons-la en engloutissant d'immenses ressources énergétiques et extractivistes, qui ne manqueront pas à leur tour de refermer le cercle vers le gouffre. C'est à l'intérieur de ce cercle d'une guerre impitoyable au vivant que nous sommes désormais prisonniers, celui où l'accès à l'eau douce représente l'ultime limite à la vie sur terre. Un cercle que quelques cueilleurs d'étoiles commencent déjà à briser sans attendre rien ni personne, en sabotant par exemple les méga-bassines agro-industrielles de l'ouest du territoire, en mettant temporairement à l'arrêt les usines de semi-conducteurs, en sectionnant les données transmises du haut des miradors ou qui courent juste sous nos pieds, comme en enflammant ce qui fournit du jus à ce monde mortifère.

Quelle sorte de liberté et de rapports sociaux peut-on désirer en respirant un air toxique, les deux pieds plantés dans une terre empoisonnée, tout en buvant de l'eau saumâtre un jour sur deux ? Si c'est déjà le sort réservé avec indifférence à toute une partie de l'humanité sacrifiée sur l'autel du progrès techno-industriel, son extension sans frein à l'ensemble de la vie sur terre devrait nous dire quelque chose. Aussi vrai que la petite question posée ci-dessus, tout sauf rhétorique, contient déjà sa propre réponse : détruire tout ce qui nous détruit est devenu plus *vital* que jamais...

| Héritages mortifères |

En 221 av. J.-C., le seigneur de guerre Ying Zheng achève l'unification de la Chine et fonde la dynastie Qin dont il se proclame empereur. Après avoir envoyé son armée repousser les tribus trop sauvages du nord, il ordonne la construction d'un ensemble de fortifications militaires au-delà du fleuve Jaune pour défendre les territoires nouvellement conquis. L'ouvrage colossal sera connu comme le « mur de dix mille li », ou plus communément comme la *Grande Muraille*, fruit du travail forcé et de l'exploitation féroce de centaines de milliers de bagnards, soldats, ouvriers et paysans qui viendront couronner la cruauté légendaire du nouvel empereur. Depuis, des milliers de sections de la *Grande Muraille* ont été détruites, abandonnées, ensevelies, reconstruites, élargies au fil de 20 siècles de dynasties successives. Elle reste jusqu'à aujourd'hui le plus grand ensemble architectural en longueur, en masse et en surface jamais construit par l'être humain. Les plus de 6700 kilomètres de murs, de bastions et de forteresses continuent de symboliser la puissance étatique, ou mieux, la *méga-machine* où technique, exploitation et pouvoir confluent dans une organisation centralisée, écrasant les autonomies, les différences et la liberté. Mais si sa vocation primaire était de préserver le territoire des empereurs contre les attaques et les incursions de tribus sauvages –notamment mongoles–, ce n'était pourtant pas forcément la principale, comme en témoigne l'histoire des Royaumes et des Républiques, elles aussi parsemées de constructions techniques gigantesques, appelées à inspirer crainte et soumission aux individus face à la puissance étatique.

Au début du 7^e siècle de notre ère, l'empereur Sui Yang-di composa le poème suivant pour appuyer sa politique de restauration des fortifications militaires : « *À travers le désert nous reconstruisons la Grande Muraille. / Mais l'idée n'est pas nôtre, / Elle fut construite par de sages empereurs du passé : / Ils ont établi ici une politique qui durera des milliers de siècles, / Pour assurer les vies de leurs millions de sujets.* ». Ces vers s'appliquent désormais à merveille à un autre ouvrage humain qui a fini par détrôner en 2011, en largeur, en masse et en surface, l'immensité de la *Grande Muraille*. Un ouvrage aux proportions défiant l'entendement, qui s'est émancipé des étroites frontières

: avion gonflable percé et tables retournées. « *Des capitalistes aux politiciens, on emmerde celles et ceux qui pourrissent nos vies et récupèrent nos luttes ! Nos désirs font désordre. Et on compte bien le faire savoir ! Clashons Airbus. Crashons le pinkwashing et ses alliés !* » dit notamment le communiqué.

3/7, Jazeneuil (France)

Dans la Vienne, deux champs de blé hébergeant le premier une éolienne en fonction et l'autre un mât de mesure de vent pour en implanter de nouvelles, sont incendiés dans la nuit à quelques kilomètres de distance.

6/7, Toulouse (France)

En Haute-Garonne, une caméra fraîchement installée dans le quartier Bonnefoy est grillée en solidarité avec Ivan, un anarchiste incarcéré à Villepinte et notamment accusé d'incendies de voitures diplomatiques, ainsi qu'avec « *toustes ceux qui continuent à conspirer et à attaquer* », dit le communiqué.

6/7, Athènes (Grèce).

La *Cellule Julian Assange* [sic] des *Cellules d'Action Directe* placent un engin incendiaire devant la maison du parlementaire du parti *Nea Demokratia*, également journaliste sur la chaîne *Skai*, Babis Papadimitriou. Action réalisée notamment en solidarité avec les prisonniers anarchistes.

7/7, Auxerre (France)

Dans l'Yonne, trois voitures de la *Mission locale* partent en fumée dans la nuit sur son parking. Sa façade est aussi touchée par les flammes, avec plusieurs fenêtres fissurées par la chaleur. C'est l'ensemble du parc automobile de la *Mission locale* qui est désormais réduit en cendres, après l'incendie de deux autres de leurs voitures en mars dernier.

8/7, Athènes (Grèce).

Des anarchistes/communistes mettent le feu au véhicule d'un grand patron du l'entreprise d'électricité DEI, garé sur le parking des bureaux de l'entreprise. Dans la revendication, ces anarchistes/communistes critiquent les patrons, l'augmentation des prix de l'énergie etc., puis saluent la grève de la faim de Michailidis.

9/7, Athènes (Grèce).

Les enfants du chaos mettent le feu à une Porsche dans le quartier de Vyronas : « Vive les groupes anarchistes informels ! Giannis [Michailidis], reste fort ! »

9/7, Athènes (Grèce).

La Cellule de Solidarité Révolutionnaire place un engin incendiaire devant la maison du vice-président de la Cour Suprême : « Lutte sans compromis contre l'État. Liberté pour Giannis Michailidis. »

13/7, Athènes (Grèce).

Un engin incendiaire allumé devant une porte secondaire du bâtiment abritant les bureaux du journal hebdomadaire *Real* et de la chaîne de radio homonyme, déclenche un incendie au dernier étage de l'immeuble. Les flammes embraseront ensuite l'ensemble du bâtiment. L'attaque est revendiquée par *Des Milliers de Soleils de la Nuit*, notamment en solidarité avec Michailidis et les autres prisonniers anarchistes. « *Que le pays entier sache et comprenne ici et maintenant que vous êtes en train de tout brûler et d'en faire un désert, que vous êtes en train d'éradiquer toute trace de vie sauvage et qu'à sa place, vous construisez des éoliennes et d'autres sources énergétiques industrielles renouvelables pour alimenter les machines, commercer et soutenir l'industrie du tourisme. Nous sommes à côté*

des nations en compétition pour s'établir aux quatre coins du monde en faisant fi des régimes politiques en place. Un ouvrage qui a franchi toutes les barrières naturelles, qui a traversé les océans et pénétré dans les entrailles de la terre, qui a foncé à travers les forêts et conquis les massifs montagneux, en léguant un héritage qui « *durera des milliers de siècles* » et déterminera « *les vies de leurs millions de sujets* ». Les empereurs du Milieu n'auraient jamais pu imaginer qu'en l'espace d'une seule année, une civilisation réussisse à ériger une muraille qui pèse 57,4 millions de tonnes, selon les estimations les plus prudentes. Et que chaque année, elle produirait encore son équivalent et probablement bien plus, car en moins d'une décennie la courbe exponentielle de sa production a affiché une progression de 21%. Il s'agit là de tout ce qui est rassemblé sous l'appellation pudique de « *déchets d'équipements électroniques et électriques* », soit les réfrigérateurs, les ordinateurs, les téléphones, les écrans, les cuisinières, les lave-vaisselle, les routeurs, les batteries... bref, tout ce qui constitue la triste flore métallique et plastique de notre meilleur des mondes.

Après des décennies de politique de dumping pur et dur de ces déchets hautement toxiques vers des pays africains et asiatiques (un simple écran plasma contient suffisamment de plomb, de cadmium, de chrome et d'arsenic pour contaminer 50 m³ de terre pendant au moins trois décennies, soit l'équivalent d'un jardin de petit propriétaire), les États industriels ont successivement lancé des programmes pour soutenir la filière du recyclage. Si la rentabilité de ce business est de plus en plus assurée par le prix des métaux rares ou précieux qui peuvent être extraits des déchets électroniques (ce qui en fait une marchandise comme une autre) et par une demande qui ne cesse de croître dans un monde en pleine « transition écologique » vers le tout numérique et électrique, il reste le problème de la toxicité du processus même et celui de leur partie non-recyclable, qui reste un nœud gordien impossible à résoudre. Et ce ne sont pas les vastes programmes stratégiques lancés à l'échelle de l'Union Européenne pour développer une filière hautement sophistiquée de recyclage, afin de diminuer sa dépendance quasi-totale en approvisionnement de métaux nécessaires à son renouveau industriel, qui feront disparaître magiquement la toxicité de ces déchets. Celle-ci ne fait que s'ajouter à celle des déchets nucléaires dont on se sait que faire, et à celle des déchets hautement toxiques issus de l'industrie chimique ou électronique qu'on finit par conditionner dans des fûts pour les stocker sous terre.

En attendant d'être un peu plus au point, cela n'empêche pas les industriels ni les États de continuer à organiser, de façon plus ou moins mafieuse, l'exportation des déchets électroniques vers d'autres pays : du site d'Agbogbloshie (Ghana) où les navires venus d'Europe en déchargent annuellement plus de 250 000 tonnes, en passant par les sites infernaux près des villes nigériennes de Lagos, d'Ibadan et d'Aba, jusqu'aux décharges à ciel ouvert disséminées au Cameroun, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, ou encore au Tchad et en Afrique du Sud. A part le fait qu'il existe désormais un véritable trafic international de déchets dont les grands noms du recyclage profitent pour se débarrasser de ce qui ne peut pas faire l'objet d'un recyclage rentable, les dirigeants industriels et politiques ne reculent évidemment devant aucun prétexte pour se débarrasser de leurs ordures. A titre d'exemple, ce sont ainsi pas moins de 60% des ordinateurs et appareils électroniques d'occasion fourgués par les autorités européennes aux pays africains sous forme « d'aide au développement », qui se révèlent être *beyond repair*, c'est-à-dire tout simplement des déchets camouflés.

Un autre ouvrage de taille

Un autre ouvrage du même genre, qui n'a rien à envier aux déchets électroniques en termes de toxicité, dépasse encore cette production annuelle, et de loin. Depuis le grand bond en avant de la pétrochimie à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale lorsque toutes les armées ont carburé à la magie de la chimie, la production mondiale du plastique a connu une croissance exponentielle, en passant de 2,3 millions de tonnes par an en 1950 à 448 millions de tonnes en 2015. Depuis l'essor du plastique, l'industrie pétrochimique a ainsi gratifié la planète et ses habitants de plus 7 milliards de tonnes de plastique (une matière quasi indestructible et non-biodégradable, dont la durée de vie va de 450 ans à l'infini, si jamais il subsistait encore quelque doute quant à la durabilité de l'héritage industriel)... dont près de 6 milliards s'accumulent aujourd'hui dans des décharges et dans la nature. Une telle *muraille* risque fort de dépasser l'imaginaire le plus mégalomane de n'importe quel empereur romain, chinois, maya ou égyptien. Elle peut s'inscrire fièrement dans le palmarès déjà bien rempli de la civilisation industrielle qui a couvert la surface de la terre d'usines, de centrales nucléaires, de barrages gigantesques, d'autoroutes, de méga-ports, de complexes chimiques et de bases mi-

de tous ceux qui luttent pour la vie sauvage et le monde naturel ! [...] ». Face aux ravages provoqués par l'industrialisme et l'épidémie de feux de forêts, ils appellent à une « *campagne internationale contre la dévastation du monde naturel* » sous le nom de « *La nature se venge.* »

19/7, Thessalonique (Grèce). Placement d'un engin incendiaire visant une filiale de la *National Bank*. « *Pour la continuation et l'intensification de la lutte anti-autoritaire multiforme. Libération immédiate de Michailidis.* »

19/7, Stuttgart (Allemagne). Au cours de la nuit, un véhicule du consulat de Turquie est incendié. Les flammes se sont propagées à huit autres, la façade du consulat turc et d'un autre bâtiment ont également été endommagées.

19/7, Athènes (Grèce). *Des anarchistes* mettent le feu à plusieurs véhicules d'un concessionnaire *Peugeot* « *en solidarité avec le prisonnier politique Michailidis et les autres compagnons incarcérés.* »

22/7, Athènes (Grèce). La veille de la décision sur l'éventuelle libération de Michailidis, plusieurs groupes passent à l'attaque dans plusieurs points de la ville : les vitres d'un bureau de poste, de la mairie d'Aigaleo et de deux véhicules municipaux sont brisées ; une station de métro est dévastée, complétée par des vitres fracassées chez un fournisseur électrique et un gestionnaire du réseau électrique.

27/7, Patras (Grèce). *Des anarchistes* revendiquent une première attaque incendiaire contre la moto d'un employé d'une entreprise d'asphalte

(23/7), puis une deuxième contre un distributeur de billets (24/7). Actions réalisées en solidarité avec Michailidis.

29/7, Kavala (Grèce).

Jet de molotov contre un distributeur de billets, notamment « *en solidarité avec nos compagnons incarcérés.* »

31/7, Lusace (Allemagne).

Des crochets sont placés sur la ligne de convoyeurs à charbon, endommageant les installations ferroviaires et perturbant l'approvisionnement de deux centrales électriques. *Les aimables crochets – bientôt aussi chez vous ! pré-cisent notamment « Nous devons prendre nous-même en charge un changement radical de système, augmenter la pression et couper nous mêmes les centrales. »*

AOÛT 2022

2/8, Chéronnac (France).

En Haute-Vienne, le mât de mesure du vent installé dans le cadre d'un projet d'éoliennes industrielle est abattu dans la nuit. Ses câbles ont été sectionnés, puis il s'est fracassé au sol.

4/8, Amersfoort (Pays-Bas).

Une toute nouvelle antenne-relais de l'opérateur KPN est incendiée et détruite au cours de la nuit.

4/8, Wülfrath (Allemagne).

En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la voie ferrée de l'entreprise *Lhoist Germany Rheinkalk* est sabotée en tordant les rails et les rendant ainsi inutilisables. La plus grande carrière de chaux d'Europe a été ainsi coupée de ses plus importantes voies de transport de marchandises vers ses clients *RWE* (entreprise d'énergie) et *Thyssenkrupp* (entreprise d'armements).

litaires, détrônant de loin et dans tous les domaines les empires du passé (en terme de ressources énergétiques mobilisées comme de masse de sujets gouvernés).

Le plastique provient à 99 % de composés fossiles. Il est fabriqué à partir de *naphta*, un liquide issu de la distillation du pétrole, ou d'*éthane*, que l'on retrouve dans le gaz naturel. Pour produire du plastique, le secteur pétrochimique utilise du pétrole et du gaz, à la fois comme matières premières et comme énergies, ce qui le classe de facto au rang de l'industrie la plus énergivore du monde. *L'Agence internationale de l'énergie* (AIE) estime ainsi que la pétrochimie mondiale est encore appelée à croître d'un tiers entre 2020 et 2030. Dévorant déjà 14 % de la production totale de pétrole et 8 % de celle de gaz, elle est donc la principale source de croissance dans l'utilisation du pétrole. Selon les prévisions les plus prudentes, ce sont plus d'un milliard de tonnes de plastique par an qui inonderont la planète vers 2040, ce qui fait qu'à terme le pétrole sera plus utilisé pour fabriquer du plastique que comme carburant pour les véhicules. A travers toute la planète, les projets de construction, d'agrandissement ou de reconfiguration de raffineries destinés à les s'orienter vers la production de plastique s'enchaînent à une vitesse folle. En France, les investissements dans le développement de produits et l'augmentation de capacités de production pétrochimique ont augmenté de 40% entre 2020 et 2021, à l'aide de subventions étatiques octroyées dans le cadre du volet « *intrants essentiel à l'industrie* » du fameux programme de renouveau industriel *France Relance*. Cependant, la grande majorité des nouveaux projets visant notamment à renforcer les capacités de production de plastique se trouvent en Asie et dans les pays du Golfe, où de faramineux complexes pétrochimiques sont en construction ou en extension, comme ce fruit pourri d'une collaboration entre le pétrolier saoudien *Aramco* et le géant énergétique français *Total*, situé à Jubail (Arabie Saoudite). Baptisé *Amiral*, ce pôle pétrochimique pharaonique produira rien moins que 2,7 millions de tonnes de produits chimiques plastiques par an à partir de 2024.

Toutes les trois secondes, une *tonne* de plastique finit dans l'océan. Exposés à l'eau et au sel, les morceaux de plastique se dégradent en petits billes, de la taille d'un grain de riz ou plus petit encore, qui finissent peu à peu par constituer des continents flottants, ou plutôt, une *soupe plastique*. Sur la terre ferme, le plastique usagé est tout bonnement enterré, quant il n'est pas incinéré (un processus qui envoie une

charge impressionnante de toxicités dans l'air, outre le fait de contribuer au réchauffement climatique par des émissions de gaz à effet de serre aussi importantes que lors de sa production). Mais comme les déchets se remplissent à vue d'œil, les déchets plastiques ont vite commencé à faire l'objet d'un marché. Jusqu'en 2018, année où la Chine a mis fin à toute importation de déchets, ce pays cumulait ainsi près des trois quarts des importations mondiales de déchets plastiques, puisque les entreprises occidentales en profitaient pour remplir dans l'autre sens les conteneurs de ce grand exportateur de produits manufacturés. Suite à l'embargo chinois, les industriels du recyclage ont d'abord reporté une partie de leur activité sur les pays de l'Asie du Sud-Est, au premier rang desquels la Malaisie, suivie par la Thaïlande et l'Indonésie. Puis, l'année dernière, face aux protestations des États concernés par ce véritable déferlement de déchets plastiques sur leur territoire, les industriels semblent, sans surprise, se reporter à présent sur le continent africain comme pour les autres déchets. Plutôt que de « recyclage » du plastique, il s'agit encore une fois d'un simple *dumping des déchets*, puisque cette opération reste une affaire hautement complexe : la moitié du plastique n'est pas recyclable, et environ un tiers ne peut être recyclé qu'une seule fois. Tout ce beau plastique issu de la pétrochimie finit donc inévitablement enseveli dans des décharges, dispersé un peu partout sur terre, ou englouti par les océans.

Héritages mortifères

L'industrialisme ne signifie pas uniquement la production d'une montagne d'objets nuisibles, la machinisation et la robotisation du présent, mais il tend également à contracter à la fois le passé (en détruisant les autonomies et les savoir-faire, et en dévastant les conditions matérielles qui rendaient une vie possible hors de la

dépendance industrielle) et l'avenir en les condamnant à un présent perpétuel. La production de déchets qui dépassent l'échelle de plusieurs générations, et peut-être même celle de l'humanité, en est un clair exemple. Le présent déterminé par la production industrielle s'étend alors indéfiniment jusqu'à engloutir tout ce qui pourrait être l'avenir. C'est une rupture inouïe qu'avaient déjà soulevés les premiers critiques lucides de l'énergie nucléaire : non seulement l'existence de telles centrales conditionne fortement, au vu de leur dangerosité, les possibilités de création d'un monde *autre* que celui technicien et autoritaire, mais les déchets radioactifs qu'elles produisent en masse hypothèquent tout horizon futur. *Un monde sans déchets radioactifs, avec tout ce que cela comporte, ne figure déjà plus parmi l'éventail des possibles.* Et c'est là que la production nucléaire atteint des dimensions quasi absolues, en déterminant aujourd'hui tout ce qui sera possible (ou pas) pour l'ensemble des siècles à venir. Au vu de l'énormité de la production de déchets industriels, –du plastique jusqu'aux métaux lourds–, la formidable épée de Damoclès que l'énergie nucléaire a placé dans les mains de l'État et de ses techniciens au siècle précédent n'a désormais plus rien à envier à celle de ce 21^e siècle pourrissant.

Aux quatre coins du globe, au beau milieu d'une accélération désormais indéniable de l'emballlement climatique auquel la civilisation industrielle semble bien déterminée à répondre par une intensification de sa guerre au vivant, des tas d'héritages toxiques légués par notre monde s'accumulent jour après jour. Leur terrible charge ontologique a rendu bien futile toute tentative de les dissoudre dans les océans, de les enterrer dans les entrailles de la terre, de les transformer en fumées dissipées dans les airs ou de les recycler afin de nourrir la bête insatiable de la production industrielle. *Les déchets constituent en effet le*

cœur même du processus industriel, qui en contractant la notion de passé, de présent et de futur en un insupportable présent éternellement empoisonné, sont devenus des facteurs intrinsèques de toute expérience humaine actuelle et à venir. Malgré cela et le pessimisme lucide qu'une telle conscience pourrait inspirer, ces *Grandes Murailles* de l'époque moderne, à l'image de leur prédécesseur historique, ne rendent

pas pour autant impossibles ou futiles les incursions hostiles en territoire ennemi, ni obsolètes les assauts sauvages. Dans un monde en plein naufrage, ils continuent sans cesse d'exprimer une liberté indomptée et d'une conscience sensible. Et c'est ce qui compte peut-être le plus aujourd'hui.



| Le diable se cache parfois dans les détails |

En cette saison caniculaire de sécheresse, il n'est pas rare que des incendies se déclarent ici ou là dans des environnements dits naturels. C'est ainsi qu'aux environs de Jazeneuil (Vienne), deux petits champs de blé ont pris feu, donnant lieu à un entrefilet dans un torchon local. Bon, pour commencer, non seulement cela s'est produit en pleine nuit, celle de samedi au dimanche 3 juillet, mais aussi sur deux surfaces agricoles éloignées de plusieurs kilomètres, route de Sanxay et route de Rouillé. Ce qui n'a pas manqué d'éveiller notre curiosité. Peut-être quelqu'un.e de véner contre le proprio-paysan du coin, s'est-on alors dit, par exemple parce qu'il déverse des pesticides dans la rivière ou juste parce qu'il le vaut bien, allez savoir ?

Sauf que Jazeneuil n'est pas n'importe quel petit village, pour qui a un peu de mémoire, puisque c'est là qu'une chaleureuse contestation s'oppose depuis un an à un nouveau projet d'éoliennes industrielles mené par l'entreprise RES. En juin 2021, des pneus avaient ainsi été incendiés au pied d'un mat de mesure, puis en septembre ce sont des tags contre ce projet qui avaient fleuri sur la façade de la mairie et une dizaine de

maisons, avant que parte en flammes un radar de mesure (Lidar) début décembre, en retardant le futur chantier éolien de plusieurs mois.

Là, on se dit alors que les petits champs de blé incendiés la nuit du 3 juillet étaient peut-être encore moins anodins que cela, abritant peut-être les intérêts de quelque agriculteur vendu à l'industrie éolienne, puisque même les flèches de la gendarmerie ont aussitôt qualifié ces deux incendies de « *plutôt suspects* ». Une intuition qui a finalement pris une dimension supplémentaire, lorsque les associations citoyennistes opposées à l'extension des aérogénérateurs dans la région, *Vent de colère* et la *Fédération environnement durable*, ont produit quelques jours plus tard leur petit communiqué de distanciation en bonne et due forme, permettant à la presse locale de titrer avec gourmandise : « *Jazeneuil, deux associations dénoncent les dégradations incendiaires anti-éoliennes* » (*La Nouvelle République*, 6 juillet).

Le diable se cachant parfois dans les détails (ou les épis de blé), c'est donc comme cela qu'on a incidemment appris que sur

l'un des champs cramé se trouvait déjà une éolienne en fonction, tandis que le second abritait « *depuis peu* » un anémomètre (mât de mesure du vent), placé là en prévision de l'implantation de plusieurs autres. Que ce soient ces structures nuisibles qui aient en premier été visées avant que les flammes ne s'étendent à la manne de son héber-

geur, ou que ce soient à l'inverse celles des champs qui aient fini par les endommager, on souhaite en tout cas bon vent aux inconnus qui continuent de se promener sous les étoiles estivales de Jazeneuil...

■

Sans nom,
6 juillet 2022



| Revues, livres & journaux |

Jean Améry, ***Par-delà le crime et le châtiement. Essai pour surmonter l'insurmontable***, (Allemagne) 1966. Trad française parue chez Actes Sud (Arles), 1995, 165 p.

Comment « penser » Auschwitz quand on en réchappa ? L'esprit ne sort pas indemne de la confrontation avec l'univers concentrationnaire. En 1943, l'auteur autrichien de ce livre fut torturé par la Gestapo pour son activité dans la résistance belge, puis déporté à Auschwitz parce que juif. C'est avec une lucidité glaçante qui ne laissera aucun lecteur indemne, que Hans Mayer (1912-1978) qui pris pour nom de plume Jean Améry, explore ce que les camps de concentration lui ont enseigné sur la condition de tout être humain meurtri par une réalité monstrueuse.

Dans sa préface à la deuxième édition augmentée de 1977, Améry précise d'emblée que « *toutes les tentatives d'explications économiques, toutes les interprétations unidimensionnelles qui veulent que le capital industriel allemand, soucieux de ses privilèges, ait financé Hitler, ne disent absolument rien au témoin oculaire, lui disent tout aussi peu que le font les spéculations raffinées sur la dialectique des Lumières. [...] Aujourd'hui, je suis toujours incapable de faire part d'autre*

chose que de mon témoignage. » Mais le témoignage d'Améry est d'un genre particulier. Ce n'est pas une énumération de faits ou d'observations, mais une vaste exploration de la condition mentale et sensible des humains dans les camps. « *Nulle part ailleurs dans le monde, la réalité n'exerçait une action aussi efficace qu'au camp, nulle part ailleurs elle n'était à ce point réalité. [...] Les énoncés philosophiques avaient perdu leur transcendance : là où ils signifiaient quelque chose, ils nous semblaient banals, et là où ils n'étaient pas banals, ils ne signifiaient plus rien. Pour reconnaître ceci nous n'avions pas besoin d'analyse sémantique ou de syntaxe logique : il nous suffisait de jeter un coup d'œil aux miradors ou de renifler l'odeur de graisse brûlée qui s'échappait des crématoires.* » Et il insiste encore : « *Qu'à Auschwitz nous ne soyons pas devenus non plus meilleurs, plus humains, plus altruistes et moralement plus mûrs, cela va sans dire, je crois. On ne contemple pas le spectacle de l'homme déshumanisé, qui réalise ses exploits ou ses crimes monstrueux, sans que tous les concepts innés de dignité humaine soient remis en question. Nous sortîmes du camp absolument dénudés, dépouillés de tout, vidés, désorientés et il a fallu beaucoup de temps pour que nous réapprenions le langage quotidien de la liberté.* »

Améry revient amplement sur les rapports entre internés, les hiérarchies entre détenus qui furent au cœur de la gestion des camps. C'est que son témoignage n'est pas une analyse du Troisième Reich, ni des structures de la SS ou la fonction du travail forcé dans le modèle de l'économie nazi : il cherche à faire le bilan des effets délétères que la monstruosité des camps a eu sur le corps et la psyché humain.

La deuxième partie du livre, intitulée « La torture », est de la même façon extrêmement bouleversante. « *Si ce qui reste de l'expérience de la torture peut jamais être autre chose qu'une impression de cauchemar, alors c'est un immense étonnement, et c'est aussi le sentiment d'être devenu étranger au monde, état profond qu'aucune forme de communication ultérieure avec les hommes ne pourra compenser. [...] La confiance dans le monde qu'ébranle déjà le premier coup reçu et que la torture finit d'éteindre complètement est irrécupérable. Avoir vu son prochain se retourner contre soi engendre un sentiment d'horreur à tout jamais incrusté dans l'homme torturé : personne ne sort de ce sentiment pour découvrir l'horizon d'un monde où règne le Principe Espérance.* »

Puis Jean Améry revient sur ce qui reste au rescapé, et réfléchit amplement sur le ressentiment inextinguible qui le ronge, y compris sur l'impossibilité de surmonter – soit d'oublier ou de pardonner. Il décrit ainsi son désarroi face à une Allemagne nazie vaincue qui se redresse, à peine quelques années plus tard, pour devenir la première puissance industrielle d'Europe. Et il se range parmi la « *minorité réprouvée de ceux qui gardaient rancune.* » Dans les années 70, pendant qu'une jeune génération de révoltés découvre la complicité intime de leurs parents avec le régime nazi, l'Allemagne de l'essor industriel, du *Wirtschaftswunder*, veut alors gratifier ceux qui occupent toujours les postes de commande dans la politique et l'économie, d'un oubli béat, d'un « *c'est derrière nous, on n'a pas à avoir honte* », le tout

couvert par une réconciliation rétablissant un consensus social basé sur la prospérité. C'est là qu'Améry s'insurge, radicalement et sans concession. « *Je crois que la volonté de conciliation clamée bien haut par les victimes des nazis ne peut procéder que d'une léthargie émotionnelle et d'un sentiment d'indifférence envers la vie, ou alors de la conversion masochiste d'une soif de vengeance authentique mais refoulée. Celui qui permet à son individualité d'être assimilée par la société et se conçoit uniquement comme une fonction du social, celui que l'on peut donc taxer d'indifférence et d'hébétéude affective, pardonnera en effet. Il laisse ce qui s'est passé être ce qui s'est passé. Il laisse, comme on dit dans le peuple, le temps refermer les blessures.* »

Pour conclure, Améry réfléchit également sur la révolte en ne décrivant pas un néant qui soulève son bras, une révolte sans lendemain, tout en s'inventant pas pour autant des lendemains qui chantent. Ici c'est bien plus simple, plus terre à terre : « *La révolte, oui, voilà un bien grand mot. Il pourrait faire croire que j'ai été un héros ou que je voulais, frauduleusement, me faire passer pour tel. J'étais rien moins qu'un héros. Quand les petites Volkswagen grises immatriculées POL croisaient mon chemin, à Vienne d'abord, à Bruxelles ensuite, j'en avais le souffle coupé de peur. Quand le Kapo venait me chercher pour me battre, je ne restais pas là comme un roc, mais je courbais l'échine. Et pourtant. J'ai tenté d'engager le procès du recouvrement de ma dignité, et au-delà de ma survie physique cela m'offrait une chance minimale de surmonter l'horreur, moralement aussi. Je n'ai pas grand-chose à révéler qui me mette en valeur, mais cela je tiens à le dire. J'assumai ma condition de juif, alors qu'il y aurait eu certaines possibilités d'arrangement. Je signai le pacte avec le mouvement de résistance dont les chances réalistes de réussite politique étaient très faibles. Et à la fin je réappris ce que moi et mes semblables avions souvent oublié et qui importait bien plus que la résistance morale : à rendre le coup.* »

